

[Traduction]

M. J. A. Jerome (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Industrie et du Commerce peut déposer trois avis de sociétés publiques. Aucune correspondance n'a été échangée entre le ministre et la société à ce sujet. Toutefois, la correspondance reçue par la Commission du textile et du vêtement contient des renseignements confidentiels sur le fonctionnement et les projets d'avenir de la société. Le député sait peut-être que la loi sur la Commission du textile et du vêtement interdit à celle-ci de divulguer tout renseignement confidentiel. Cependant, le ministre de l'Industrie et du Commerce déposera volontiers les avis précités.

[Français]

M. l'Orateur: L'honorable député désire-t-il que la motion soit retirée?

M. Lambert (Bellechasse): A reporter à l'ordre du jour.

M. l'Orateur: La motion est reportée à l'ordre du jour.

[Traduction]

M. Jerome: Je demande que les autres avis de motions restent au *Feuilleton*.

Des voix: D'accord.

QUESTIONS ORALES

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES PROJETS DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je reviens à la charge pour savoir du premier ministre si son gouvernement se propose d'adopter des mesures particulières pour écarter, cet hiver, le spectre du chômage. Le premier ministre m'a demandé hier de prendre patience en attendant l'exposé du ministre des Finances. Je me suis abstenu de parler jusqu'à ce que le ministre ait eu, par son apathie, raison de ma patience; je recouvre le souffle et demande encore une fois au premier ministre de nous dire si son gouvernement a des propositions bien nettes à faire.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur. Pas en ce moment.

L'hon. M. Stanfield: Pour qu'elle se répercute sur la situation hivernale de l'emploi, une initiative est d'ores et déjà nécessaire; le premier ministre proposera-t-il dès lors de revoir les prévisions optimistes que le ministre des Finances a faites en ce qui a trait au chômage l'hiver prochain, prévisions qu'à ma connaissance, personne ne partage au Canada?

M. l'Orateur: La parole est au député de York-Sud.

L'hon. M. Hees: Une question supplémentaire...

M. l'Orateur: Le député de York-Sud me permettra peut-être de donner la parole au député de Prince-Edward-Hastings qui, semble-t-il voudrait poser une question supplémentaire. Immédiatement après, je donnerai la parole au député de York-Sud.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—LA QUESTION DES PRIX ET DES SALAIRES

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Merci, monsieur l'Orateur. Voici ma question supplémentaire. Comme il semble maintenant peu douteux que le président Nixon imposera des contrôles de quelque sorte sur les prix et les salaires à l'expiration de la période de blocage actuelle de 90 jours, le gouvernement a-t-il l'intention d'établir des lignes directrices portant sur les prix et les salaires afin de freiner l'inflation et de permettre aux entreprises en difficulté de soutenir la concurrence aux États-Unis et sur les marchés mondiaux? Dans le cas contraire, le gouvernement a-t-il l'intention de proposer une meilleure méthode de lutte contre l'inflation?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà dit, et je le répète maintenant, que nous étudions la question, que nous en faisons un nouvel examen, mais qu'aucune décision d'établir de telles lignes directrices n'a été prise.

LA SURTAXE AMÉRICAINE SUR LES IMPORTATIONS—LA RÉPONSE AUX INSTANCES DU CANADA

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances, et elle découle des faits rapportés dans le discours qu'il a fait hier, ainsi que dans le discours du ministre de l'Industrie et du Commerce. Lors des entretiens qui ont eu lieu à Washington, l'administration des États-Unis a-t-elle refusé catégoriquement d'exempter le Canada de la surtaxe de 10 pour cent, ou s'est-elle engagée à examiner cette requête et à y donner une réponse à une date ultérieure?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Oui, monsieur l'Orateur, elle s'est engagée à examiner notre requête.

M. Lewis: Dans ce cas, le ministre des Finances pourrait-il dire à la Chambre si on lui a donné une idée de la date à laquelle on répondrait à cette requête?

L'hon. M. Benson: Non, monsieur l'Orateur. Les entretiens de caractère officiel se sont poursuivis, comme je l'ai mentionné hier dans mon discours, mais nous sommes convenus d'avoir d'autres entretiens dans un avenir proche.

M. Lewis: Pendant les entretiens qui ont eu lieu soit entre les ministres, soit entre les hauts fonctionnaires, les autorités américaines ont-elle demandé ou laissé entendre que le Canada devrait faire des concessions précises afin d'obtenir l'exemption demandée?

L'hon. M. Benson: Certainement pas à ma connaissance, monsieur l'Orateur.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Ma question supplémentaire, monsieur l'Orateur, porte sur le discours du ministre. Dirait-il aux députés quel côté de la Chambre il menaçait lorsqu'il a déclaré qu'il briguerait probablement de nouveau les suffrages? Ou bien alors est-ce qu'il s'agissait de menaces envers les chômeurs?